



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 15 MARS 2023

**DATE DE CONVOCATION :**  
20 février 2023

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**  
Benoît GAUGLER

**NOMBRE DE MEMBRES :**  
En exercice : 27  
Présents : 19  
Pouvoirs : 0  
Votants : 19

**VOTE :**  
Pour : 19  
Contre : 0  
Abstentions : 0

**Délibération n°**  
**2023/024**

**OBJET :** Prolongation de la convention pour portage foncier sur la commune de Schnersheim

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

**24 MARS 2023**

La Présidente,

Marie-Paule LEHMANN

Le quinze mars deux mille vingt-trois à 09h30, le conseil d'administration de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réuni, à l'Hôtel d'Alsace à Strasbourg et en visioconférence, sur convocation de la Présidente, Madame Marie-Paule LEHMANN, par courriel, en date du 20 février 2023

**Présents (présentiel) :** Mme LEHMANN Marie-Paule, MM BELTZUNG Maxime, GAST René, ISEL Roger, LOM Michel, METZ Jean-Marc, MICHEL Patrick, NORTH Alain, ROUX Olivier, STUTZMANN Gérard.

**Présents (distanciel) :** Mmes ALOIRD Régine, HESTIN Noëllie, KREMER Eliane, LOTZ Suzanne, LUTZ Michèle, MILLION Lara, MM. HAMMALI Jérôme, MEYER Jean-Paul, NETZER Jean-Lucien, SCHAEFFER Serge, SCHALLER Claude, SCHEER Marc.

**Excusés :** Mmes BROLLY Suzanne, FISCHER Marie-Reine, GOEHRY Mireille, JUNG Pauline, LECKLER Michèle, SCHMIDIGER Pascale, SCHNEIDER Elisabeth, WOLFHUGEL Christiane, MM. BACH Guy, BELLONI Thierry, BRENDER Claude, DISCHINGER Pierre, FISCHER Bernard, GERLING Dominique, GIRARDIN Philippe, HOELT René, HOFFSTETTER Éric, JANUS Serge, JEHL François, JORDAN Fabian, KLEITZ Francis, LAUFFENBURGER Mathieu, LUTZ Claude, MACIEJEWSKI Patrick, NEUMANN Rémy, NICOLAS Thierry, ROTOLO Marcello, SCHAAAL Stéphane, SCHAEFFER Jean-Michel, TOUCAS Jean-Pierre, WALTER Hubert.

**Assistaient également :** Mmes ARNOLD Marie-Cerise, GALTIER Etienne, GUILLEMETTE Annick, HERTRICH Sabrina, JUND Stéphanie, LANDIER Annabelle, LE MOING Cécile, PINAUD Vanessa, SOLARTE Sofia, TURPIN Anise, MM. CZAJKOWSKI Jonathan, DUCHENE Christophe, GAUGLER Benoît, GUICHARD Baptiste, SIEBERT Tristan.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 324-1 et suivants et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux établissements publics fonciers locaux,

Vu les statuts de l'EPF d'Alsace du 31 décembre 2020,

Vu le règlement intérieur de l'EPF d'Alsace du 13 décembre 2022,

Vu la convention pour portage foncier signée le 21 août 2017 entre la Commune et l'EPF d'Alsace, pour une durée de cinq (5) ans, fixant les modalités d'intervention, de portage et de restitution du bien ;

Vu la procédure pendante devant la Cour Administrative d'appel de NANCY, relative à la légalité de l'arrêté de préemption ;

**DATE DE CONVOCATION :**  
20 février 2023

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**  
Benoît GAUGLER

**NOMBRE DE MEMBRES :**  
En exercice : 27  
Présents : 19  
Pouvoirs : 0  
Votants : 19

**VOTE :**  
Pour : 19  
Contre : 0  
Abstentions : 0

**Délibération n°**  
**2023/024**

**OBJET :** Prolongation de la convention pour portage foncier sur la commune de Schnersheim

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

24 MARS 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN

Vu le jugement du Tribunal Judiciaire de STRASBOURG en date du 4 avril 2022, par lequel ledit Tribunal sursoit à statuer sur la demande de l'EPF d'Alsace de constater le transfert de propriété du bien susvisé, dans l'attente de l'arrêt de la Cour Administrative d'appel de NANCY ;

Vu l'arrivée du terme de la convention de portage le 28 novembre 2022 ;

En date du 12 juin 2017, la collectivité a sollicité l'intervention de l'EPF d'Alsace pour acquérir et porter un bien situé à SCHNERSHEIM (67370), 3 rue du Mittelfeld, parcelles cadastrées section 243/4 n°456/154 et 498/15, d'une emprise globale de 37,95 ares, dans le but de réaliser un projet de mise en œuvre d'un programme de construction de logements, notamment locatifs aidés et/ou en accession sociale à la propriété. Les parties ont donc conclu le 21 août 2017 une convention de portage pour une durée initiale de cinq ans.

Ce bien a été préempté par l'EPF d'Alsace par arrêté en date du 27 juillet 2017, notifié le 1er août 2017.

Cependant, suite aux recours des acquéreurs évincés devant le Tribunal judiciaire ainsi que devant le Tribunal administratif, les vendeurs ont refusé de signer l'acte authentique de vente. Un constat de carence a donc été dressé suivant acte reçu le 29 novembre 2017 par Maître Jacques GARNIER, notaire à SCHILTIGHEIM, à l'initiative de l'EPF d'Alsace, après consignation du prix de vente.

La date du constat de carence et de la consignation du prix de vente étant la date d'effet de la convention de portage, le terme initial de la convention de portage est échu depuis le 28 novembre 2022.

La procédure relative à la légalité de l'arrêté de préemption étant pendante devant la Cour Administrative d'appel de NANCY, le Tribunal Judiciaire de STRASBOURG, suivant jugement en date du 4 avril 2022, a sursis à statuer sur la demande de l'EPF d'Alsace de constater le transfert de propriété du bien susvisé. Il est donc nécessaire de prolonger la durée de portage du bien pour une nouvelle durée de deux ans, soit jusqu'au 28 novembre 2024, date à laquelle la commune s'engage à racheter les biens à l'EPF d'Alsace.

**Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de proroger la durée de la convention de portage du bien situé à SCHNERSHEIM (67370), 3 rue du Mittelfeld, parcelles cadastrées section 243/4 n°456/154 et 498/15, d'une emprise globale de 37,95 ares, pour une durée de deux années supplémentaires, soit jusqu'au 28 novembre 2024, date à laquelle la commune s'engage à racheter les biens à l'EPF d'Alsace sous réserve d'une délibération de la commune en ce sens.**